

III. Table ronde

Round table discussion

Rundtischgespräch

Alain Berset, Conseiller aux Etat: Permettez-moi d'ouvrir notre Table ronde consacrée à la *Contribution des sénats à une politique plus proche du citoyen*. Cette Table ronde prolongera les réflexions de ce matin.

Je vous propose d'engager des échanges aussi spontanés que possible et de mener une véritable discussion.

Avant d'ouvrir la discussion proprement dite, j'aimerais passer la parole à une citoyenne et à un citoyen représentant la société civile, entité dont nous avons déjà beaucoup parlé aujourd'hui.

Je vous présente Madame Carine Fleury et Monsieur Philip Gasser. Tous deux ont déjà fait un impressionnant parcours notamment sur le plan suisse, mais aussi sur le plan international.

Carine Fleury est diplômée en relations internationales. Elle travaille actuellement pour la Croix-Rouge Jeunesse suisse à Genève. Elle est également membre du comité du Conseil suisse des activités de jeunesse et elle est en charge des relations internationales de cette organisation.

Philip Gasser poursuit des études en économie. Il est membre du comité directeur du Nouveau Mouvement européen suisse, dont il a présidé l'organisation de jeunesse. Il a été également très engagé comme représentant des Jeunes radicaux suisses au niveau international.

Carine Fleury: Qu'est-ce qu'une politique proche du citoyen? En tant que représentante du Conseil suisse des activités de jeunesse, permettez-moi de traiter cette question d'un point de vue différent de celui que vous avez exposé ce matin. Il ne s'agit pour moi ni de nous interroger sur les façons de rapprocher le politicien du citoyen, ni de parler des institutions politiques, mais d'examiner le thème qui nous intéresse dans une perspective plus large, savoir: qu'est-ce qui peut conduire le citoyen, plus particuliè-

rement le jeune citoyen, à s'intéresser à la politique?

Je suis sûre que chacun d'entre vous se souvient d'un événement qui a éveillé sa fibre politique et qui a en quelque sorte marqué son entrée dans le monde politique de son pays. Pour beaucoup de jeunes, la politique est considérée comme quelque chose de lointain, de rébarbatif et qui n'affecte pas réellement leur quotidien. La preuve en est le haut degré d'abstention des jeunes lors de votations fédérales en Suisse ou le nombre limité de jeunes inscrits comme électeurs en France. J'imagine qu'il y a d'autres exemples encore. Ce n'est donc pas qu'une question d'institutions politiques. Aristote n'a-t-il pas dit: "L'Homme est naturellement un animal politique"? Il convient donc de se demander comment y intéresser les jeunes et leur faire comprendre que, grâce à elle, il est possible de changer son quotidien. Ce n'est certainement pas par des cours ex cathedra que l'on y parviendra. C'est en faisant participer les jeunes à des débats qui les touchent, en les laissant défendre leurs idées, convaincre leurs pairs et affûter leurs arguments qu'il est possible de susciter un intérêt de leur part, voire d'éveiller une vocation.

Il existe des parlements des jeunes dans bon nombre de pays. Vous pouvez d'ailleurs voir quelques photos de celles qui ont lieu en Suisse sur l'écran situé à côté de moi. Cette pratique de la participation doit être encouragée à tous les niveaux: national, régional, local, à l'échelle d'une école, voire d'une classe. C'est en devenant acteurs que les jeunes intègrent le mieux les connaissances, les aptitudes et les compétences nécessaires à tout homme politique.

Une fois que les jeunes se sont passionnés pour un débat, il est plus facile de les intéresser aux institutions politiques de leur pays et de comprendre leurs interactions. La formation des jeu-

nes à la politique peut faire partie du cursus scolaire traditionnel, mais elle peut également être relayée par de multiples organisations de jeunesse, qui sont les principales pourvoyeuses de l'éducation non formelle. La Suisse a participé à l'Année européenne de la citoyenneté, nous regrettons cependant que le débat se soit surtout centré sur l'éducation formelle et pas assez sur l'éducation non formelle. En s'engageant dans des organisations de jeunesse, les jeunes peuvent acquérir des compétences qui leur permettent de diriger, de promouvoir ou de recruter, de communiquer, de sensibiliser et de gérer: toutes compétences qui permettent d'éduquer les jeunes à la citoyenneté.

Afin de mieux illustrer ce propos, je me permets de vous parler davantage de mon expérience. Avant que de faire partie du Conseil suisse des activités de jeunesse, je suis une membre active de la Croix-Rouge Jeunesse, organisation qui promeut les valeurs humanitaires, mais dont un des principes fondamentaux est la neutralité. C'est cependant au sein de cette organisation que j'ai fait le réel apprentissage de la démocratie. En effet, le fonctionnement d'une association n'est pas vraiment différent de celui d'un parlement et, comme dans un parti politique, il convient de promouvoir les intérêts défendus dans l'organisation.

Comme vous pouvez le constater, je comprends la notion de citoyenneté dans un sens large, et pour moi elle ne se résume pas seulement à glisser un bulletin dans une urne! Elle doit être vécue comme un véritable engagement, comme une responsabilité que l'on a envers autrui. La distance entre le monde politique et sa base a souvent conduit à des échecs – nous avons tous en mémoire des exemples récents, au niveau européen notamment. Les initiatives de coopération décidées au sein de l'Union européenne, comme le livre blanc "Un nouvel élan pour la jeunesse", donnent un cadre pour renforcer la citoyenneté active et proposent des méthodes concrètes pour mieux intégrer la dimension de la jeunesse dans d'autres politiques. Il s'agit maintenant de vraiment appliquer ces méthodes. Un

premier pas est fait notamment avec le programme de mobilité "Jeunesse en action" de la Commission européenne qui, dès 2007, aura la citoyenneté pour principal objectif et dont la Suisse sera désormais pleinement membre grâce aux accords bilatéraux. Des consultations devraient par ailleurs être développées en s'appuyant sur les conseils de jeunesse et leurs réseaux.

Mon message est clair: appuyez-vous davantage sur la société civile, sur les organisations de jeunesse qui comptent dans leurs rangs une multitude de jeunes citoyens engagés, ceux-ci pourront eux aussi vous aider à délivrer votre message. Encouragez-les à devenir acteurs autant au niveau politique que dans le cadre d'organisations de jeunesse. Le véritable défi pour vous, Mesdames et Messieurs les présidents de sénats européens, réside plutôt dans votre capacité à vulgariser vos prises de position politiques et de permettre ainsi à la base de s'approprier vos messages.

Alain Berset: Nul doute que cet exposé suscitera des interventions de la part des membres de l'assemblée.

Philip Gasser: Es freut mich sehr, zu diesem „Round table“ Gespräch eingeladen worden zu sein. Wie ich es verstanden habe, ist es meine Aufgabe als Vertreter der Jugend, heute einen Hauch frischen Wind in die Diskussion einzubringen, als jugendlicher Aussenstehender einen Input zu bringen, wie die europäischen Senate die Politik bürgernäher gestalten können, oder wie die Senate zu einer bürgernäheren Politik in Europa beitragen können.

Als engagierter proeuropäischer Jungpolitiker und geständiger Idealist möchte ich mich vor allem auf diesen zweiten Aspekt konzentrieren. Als engagierte Politikerinnen und Politiker haben sicherlich alle von Ihnen die Möglichkeit gehabt, Menschen aus ganz Europa zu treffen, viele Länder zu bereisen und an Konferenzen rund um den Kontinent teilzunehmen. Ich bin überzeugt,

dass Sie alle Europa hautnah erlebt und erfahren haben.

Für die heutige Jugend – für meine Generation – wird dies mehr und mehr zu einer Selbstverständlichkeit: Leben in der Schweiz, Ferien in Zypern, Haushaltseinkäufe in Deutschland, Bücher aus Frankreich, Computer aus Irland, Freunde in Schweden, Konzert in Österreich, Studieren in England, Easyjet nach Barcelona für 30 Franken und Shopping in Mailand. Wir sind auf diesem Kontinent die erste wahrhaftige „Generation Europa“, die vollumfänglich von den Vorteilen des Integrationsprojekts profitiert: 60 Jahre Frieden, Stabilität und Wohlstand.

Wie einfach ist es aber zu vergessen, dass die Voraussetzungen für unseren Lebensstil keine Selbstverständlichkeiten sind: In der Entstehungsphase der europäischen Integration genügten die fürchterlichen Erinnerungen an vergangene Weltkriege und deren Gräuel, an das Leiden der Zivilbevölkerung unter dem strategischen Machkalkül von ideologisch verblendeten Herrschern.

Dieser Antrieb genügte, um eine gegenseitige wirtschaftliche Interdependenz zu schaffen, welche einen Krieg zwischen europäischen Staaten ausschliesst. Während die wirtschaftliche Integration sehr rasch voranschritt, und den Bürgerinnen und Bürgern spürbare Fortschritte brachte, kam die politische Integration Europas lange nur schleppend voran. Heute stellen viele Politikerinnen und Politiker – überall in Europa – mit Erstaunen fest, dass ihre Bürgerinnen und Bürger zwar tagtäglich von Europa profitieren – ja sogar als die erste wahrhaftige „Generation Europa“ bezeichnet werden können – dass aber der Rückhalt für das europäische Projekt in der Bevölkerung zusehends schwindet.

Die wirtschaftliche Integration Europas fand immer den Rückhalt in der nationalen Politik der EU-Mitgliedsländer – und sogar in den Nicht-EU-Ländern wie der Schweiz. Sie bringt den teilnehmenden Volkswirtschaften zweifellos wirtschaftliches Wachstum, den Zugang zu neuen Märkten, bessere Handelskonditionen, neue Produkte, tiefere Preise und so weiter. Die politi-

sche Integration Europas wurde hingegen in der nationalen Politik der EU-Mitgliedsländer, oder zumindest unter den Bürgerinnen und Bürgern, immer zwiespältig betrachtet. Dass die wachsenden Märkte auch einer grenzüberschreitenden Regulation bedürfen, ist zwar unbestritten, aber der Transfer von Kompetenzen aus der nationalen in die europäische Politik wurde oft als Bedrohung wahrgenommen. Gründe dafür gibt es sicher unzählige, so zum Beispiel, dass nationale Politiker ihre eigene Macht nur ungern schwinden sehen, dass vor allem Reformen an Brüssel delegiert wurden, die national kaum durchsetzbar sind, oder dass die europäischen Institutionen zu elitär und zu wenig bürgerfreundlich gestaltet wurden. Was auch immer die Gründe sein mögen, mich interessiert heute vor allem wie wir uns aus dieser Zwickmühle befreien können und welchen Beitrag dazu die europäischen Senate leisten können.

Als schweizerischer Proeuropäer trage ich zwei Herzen in meiner Brust, einerseits bin ich überzeugter Demokrat und Föderalist und andererseits vehementer Verfechter der europäischen und internationalen Integration. Während viele Schweizerinnen und Schweizer darin einen natürlichen Widerspruch sehen, bin ich überzeugt, dass der Schlüssel in der Kombination der beiden Ansätze liegt.

Für mich lautet das Zauberwort Subsidiarität. Damit die politische Integration Europas für die Bürgerinnen und Bürger fassbar und gestaltbar wird, ist es unerlässlich, dass die Politik so bürgernah wie möglich wird und dass die Kompetenzen nicht nach Kriterien der Machtverteilung respektive Machterhaltung, sondern möglichst bürgernah und effizient zugleich, also dem Subsidiaritätsprinzip folgend.

Nach der Ablehnung der europäischen Verfassung in Frankreich und Holland sind die Perspektiven der Europapolitik ziemlich düster. Diese Situation wird zwar oft als Krise bezeichnet, kann aber auch eine Chance sein, nicht nur den Dialog mit den Bürgerinnen und Bürgern zu suchen, sondern diese direkt in die Institutionen einzubinden und das Zusammenspiel der euro-

päischen Institutionen zugunsten der Bürger neu zu gestalten. Dabei steht viel auf dem Spiel: Das europäische Friedensprojekt bedingt nicht nur eine wirtschaftliche Interdependenz, sondern einen klaren politischen Willen, eine gemeinsame Identität, starke und verankerte Institutionen sowie eine aktive Beteiligung der Bürgerinnen und Bürger.

Als Gralshüter der nationalen Demokratien in Europa, als Vertreter der europäischen Bürgerinnen und Bürger und als Ansprechperson der europäischen Regionen und Kommunen sind Sie – meine Damen und Herren – an einer Schlüsselposition, um diesen Prozess zu katalysieren oder sogar aktiv voranzutreiben.

Als proeuropäischer und pragmatischer Jugendlicher wünsche ich mir, in Zukunft nicht nur frei wählen zu können, wo ich wohne, wo ich arbeite, was ich konsumiere, wohin ich reise und worin ich investiere. Ich wünsche weiter, Teil zu sein einer europäischen Gemeinschaft, jederzeit Zugang zu deren Institutionen zu haben und in die laufenden Prozesse der Politik eingebunden zu werden – auf allen Ebenen.

Einige von Ihnen mögen vielleicht denken, dass diese Wünsche nicht sehr jugend-spezifisch sind. In Wirklichkeit geht es aber um meine Zukunft – um die Zukunft meiner Generation. Es liegt also in der Hand der Jugend, die Zukunft zu gestalten. Oder wie Kurt Sontheimer, ein deutscher Politologe, das ausdrückt: „Der Jugend gehört die Zukunft – aber eben erst die Zukunft.“

Alain Berset: Comment faire en sorte que les citoyennes et les citoyens s'intéressent à la politique? Par le débat et la citoyenneté vécus non seulement comme électrices et électeurs, mais aussi dans la vie de tous les jours, dans les associations: c'est le point de vue esquissé par Carine Fleury. Comment garantir que les aspirations des citoyens et les activités des parlements convergent et ne divergent pas, en particulier dans le processus de la construction européenne? Par une bonne application du principe de subsidiarité ainsi que par des Sénats qui jouent leur rôle dans ce cadre: voilà, me

semble-t-il, une des thèses exposées par Philip Gasser.

Ces deux exposés permettent d'aborder la conférence de ce matin avec un regard neuf, celui de la société civile et des citoyennes et des citoyens. J'imagine que ces deux contributions ainsi que les discours de ce matin suscitent des réactions de votre part.

Sissy Roth-Halvax (Österreich): Ich habe nicht angestrebt, Politikerin zu werden, sondern ich bin heute, wo ich bin, weil ich mich für die Gesellschaft, für meinen Lebensraum, für mein Umfeld engagiert habe. Ich denke, das gilt auch für viele Kollegen. Genau bei diesem Punkt habe ich heute aber Probleme mit der Jugend: Es ist ihr das Bewusstsein abhanden gekommen, dass man dort, wo man lebt, Verantwortung übernehmen muss. Ich schliesse nicht aus, dass wir, die Eltern-Generation, nicht auch dafür verantwortlich sind, denn wir müssen Vorbild sein.

Sehr viele Leistungen in unserem Staat wären nicht möglich, wenn wir nicht ein grosses Heer von Freiwilligen hätten. So ist die Teilnahme an der Feuerwehr in den Ortschaften freiwillig, mit Ausnahme der Städte, die eine Berufsfeuerwehr haben. Die Leute engagieren sich also, ohne dafür eine Bezahlung zu bekommen. So ist es auf vielen Ebenen: Wo man lebt, muss man sich einbringen. Das gilt auch bei sozialen Projekten. Es geht um ein Engagement für unsere Zivilgesellschaft, um ein Engagement im sozialen Bereich. In meinen Augen fehlt der Jugend auch das Bewusstsein für Solidarität und dafür, dass wir in den Entwicklungsländern nicht nur unser Geld, sondern auch unser persönliches Engagement und unsere Leistungen einbringen können. Es wäre gut, wenn sich die Jugend mehr dessen bewusst wäre, doch kann man diese Dinge nicht per Gesetz verordnen; es muss ein inneres Bedürfnis sein, sich zu engagieren und etwas beizutragen. Wenn sich die Jugendlichen einbringen und sich ihren Platz nehmen, dann haben sie ihn: Wenn man sich in einer kleinen Gemeinde engagiert, landet man automatisch in der Politik. Und die nationale Politik ist heute

zwangsläufig europäische Politik, denn wir sind ein Mitglied der Europäischen Union.

Wir haben an der Subsidiaritätskonferenz gesagt, das alles beginne bei uns zuhause. Ich fordere deshalb eigentlich auch das Engagement der Jugend ein. In meiner Gemeinde suche ich einen jungen Gemeinderat, doch ich finde keinen. Die erste Frage ist jeweils, wie viel Zeit das Amt koste. Das dürfte nicht die erste Frage sein. Die Frage müsste lauten: Was kann ich für meine Gemeinde, was kann ich für mein Land tun? Ich denke sehr oft an den wunderbaren Satz, den John F. Kennedy einmal gesagt hat: Denkt nicht darüber nach, was der Staat für euch tun kann; denkt darüber nach, was ihr für den Staat tun könnt.

Lord Julian Pascoe Francis Grenfell (United Kingdom): I thank Carine Fleury and Philip Gasser very much for their interventions, which were spirited and much to the point. I have three questions to put to them:

1. Is it not true that the vast majority of your contemporaries are not fully engaged and much less interested while you two and members of groups and societies that are pushing forward an important agenda are? I would like to know what you feel you can do at what I call the horizontal level to encourage more young people to come in, to do more in that way and to resist some of the other great distractions of a young person's life.
2. (to Philip Gasser) You mentioned the strong and absolutely worthy desire to become more directly involved in the processes that create and carry forward the European project. Do you mean by that that the structures that permit you to do that do not exist at the moment? Or are there structures for doing it but only an insufficient number of young people who want to become engaged in it?
3. To what extent do the media in Switzerland encourage your kind of activity? To what extent do they encourage in the life of citizens the wish to be better participants in your society?

Pierre Mores (Luxembourg): Je voudrais d'abord féliciter les deux jeunes présents d'avoir le courage d'affronter une assistance très supérieure en nombre.

Je viens d'un pays qui a également organisé un référendum sur le traité établissant une Constitution pour l'Europe. Le résultat a été qu'une majorité s'est dégagée en faveur du traité précité. Seulement – et on a oublié d'en parler –, la majorité des jeunes était contre le traité, cela m'inquiète. Pourtant, c'est à eux qu'appartient l'avenir! On a facilement trouvé la parade en disant que c'était parce qu'ils n'avaient rien compris, qu'ils n'avaient pas connu les grands problèmes du milieu du XX^e siècle. Personnellement, j'estime que c'est passer à côté du vrai problème qui se pose.

Ce matin, Madame Timmerman-Buck, Monsieur Sobotka et Lord Grenfell ont insisté sur un problème sur lequel je voudrais revenir. Les jeunes nous ont dit qu'il y avait un manque de transparence. Effectivement, cela rejoint ce qu'on a affirmé ce matin. Dans quoi réside le manque de transparence? Il réside d'abord dans la difficulté d'expliquer notre action politique, action qui se traduit par des actes de législation. En abordant ce sujet, on pose inévitablement les questions de l'inflation législative et de la complexification de la matière.

Au 31 décembre 2005, si mes souvenirs sont exacts, il n'y a eu pas moins de 1635 directives à transposer. On voit la "logorrhée" législative dans tous les pays. Dans le mien par exemple, le volume des lois publié a plus que doublé en vingt ans. Je me demande si, en tant que responsables intégrés dans le processus législatif, nous ne devrions pas plutôt porter notre attention sur le problème de la qualité de la législation, arriver à expliquer très clairement aux citoyens et surtout aux jeunes quelle est la portée, quel est le sens des actes que nous publions et que, d'après un adage, nul n'est censé ignorer. Cela fait partie aussi de l'éducation des citoyens de veiller à ce que nous ayons une législation de qualité, qu'on puisse encore l'expliquer et que d'autres parviennent à la comprendre.

Alain Berset: Ces trois interventions de délégations nationales se complètent. Elles abordent des sujets différents et appellent des réponses de la part des jeunes.

Philip Gasser: (zu Frau Roth-Halvax) Ich muss Ihnen leider beipflichten. Was Sie ausgeführt haben, ist auch die Erfahrung, die ich in den letzten vier Jahren gemacht habe, als wir versucht haben, in der Schweiz eine Jugendorganisation aufzubauen. Als junge proeuropäische Organisation haben wir festgestellt – und ich höre das auch von allen anderen Jugendverbänden –, dass die Bereitschaft, sich freiwillig zu engagieren, sehr stark zurückgegangen ist. Das gilt insbesondere, wenn es um ein freiwilliges Engagement für eine grosse, übergeordnete, komplexe, nicht direkt verständliche Sache geht. (zu Lord Grenfell) Das spielt auch ein wenig in Ihre erste Frage hinein. Ich habe darauf keine fertige Antwort. Aber ich habe in der eigenen Arbeit mit Jugendlichen die Erfahrung gemacht, dass viele Jugendliche heute nicht mehr durch Strukturen oder Ämter dazu motiviert werden, sich zu beteiligen, sondern dass sie in einer Projektgesellschaft leben und sich über Projekte integrieren. Das gilt für Vereinigungen, für soziale Gruppen, für ihren Arbeitsplatz. Diese Projektmentalität gilt aber auch für die Politik, insbesondere für die Jugendpolitik. Deshalb hat unsere Jugendorganisation bei der Mitgliedschaft eine sehr niedrige Schwelle. Sie verlangt auch nur einen sehr niedrigen Mitgliederbeitrag. Mitglied ist quasi, wer sich einmal gemeldet hat, wer in unserer Datenbank ist. Es geht also darum, dass wir die Leute über Projekte aktivieren, dass wir sie auf diese Weise einbeziehen und motivieren können. Das ist vielleicht ein Schlüssel zum Erfolg, ein Schlüssel für die Motivation der heutigen Jugend.

(to Lord Grenfell) As far as your second question is concerned – you asked whether there was a lack of structure or a lack of interest –, I am very pessimistic and would say that there is a lack of both. First of all I think there is, as I said in my response to the first question, a lack of interest to

be engaged in fixed structures, in long-term projects and with regard to goals that are not concrete. At the same time there is probably a lack of structures because today's possibilities to get engaged in politics are not necessarily up to date and do not necessarily meet the project mentality of today's young people.

With regard to what we have experienced with the media in Switzerland I can only give you a couple of examples concerning our campaign for the extension of the free movement of people treaty, which we voted on the 25 September 2005. The media very widely encouraged the initiative and tried to cover our activities. But the problem a lot of people engaged in youth politics have is that their input is being translated and forwarded but not necessarily being taken into account as something that has to be taken seriously.

Fleury Carine: (à Mme Roth-Halvax) Je ne suis pas particulièrement politisée, par contre je me considère comme une citoyenne engagée. La citoyenneté, je le répète, ce n'est pas seulement glisser un bulletin dans une urne. Cela consiste à s'intéresser à ce qui se passe autour de moi, ou me préoccuper du sort de personnes démunies par exemple. Je vous remercie de l'avoir mentionné dans votre exposé, car cela a été quelque peu oublié dans les autres discours. Nous avons tendance à oublier cela en nous concentrant trop sur nos institutions politiques. Certes, celles-ci sont très intéressantes et nous avons beaucoup de choses à apprendre les uns des autres, mais ce n'est pas de cette façon que nous pouvons inciter plus de citoyens à s'intéresser à la politique.

(à Lord Grenfell) Les organisations de jeunesse ont besoin du soutien d'adultes, sinon elles sont difficilement viables. C'est en collaborant et en échangeant avec des adultes – avec vous aujourd'hui – qu'on apprend beaucoup. Les jeunes doivent pouvoir participer à la vie politique, et non pas seulement dans des simulations. Ils doivent être bien mieux intégrés et avoir une réelle place, une voix, sinon ils se désintéresse-

ront de la politique et se concentreront sur des projets plus concrets. La politique n'est pas toujours concrète, et c'est pour cela que je ne m'engage pas en politique. Peut-être pourrais-je le faire, peut-être serais-je intéressée par cela, mais pour l'instant je préfère m'orienter vers des sujets plus concrets. En Suisse, nous avons un régime de démocratie semi-directe, mais c'est insuffisant, car les jeunes sont trop peu pris en considération. Nous deux, ici présents, sommes mis en avant aujourd'hui, c'est une bonne chose, mais nous ne sommes pas particulièrement intéressés dans le monde politique. D'ailleurs, la moyenne d'âge aujourd'hui dans cette salle est assez élevée. Au Conseil des Etats, équivalent de vos sénats, Monsieur Berset est le plus jeune député, c'est très bien, mais il en faudrait d'autres comme lui. Il manque des jeunes en politique.

Alain Berset: Cette discussion démontre que les questions en relation avec la politique ne sont qu'une toute petite partie d'un champ beaucoup plus vaste qui a été décrit par plusieurs intervenants comme celui de la citoyenneté, de l'engagement politique; à côté de ce dernier, il existe d'autres types d'engagements.

Monsieur Pierre Mores a mentionné le fait qu'il est assez difficile de faire converger le travail des parlements en suscitant l'intérêt de la population parce que le travail des parlements devient de plus en plus complexe, y compris pour les spécialistes. Je me permets de citer Monsieur Christian Poncelet qui a donné ce matin l'exemple suivant: "Je me souviens qu'étant au Budget, j'ai dû présenter un jour un projet fiscal qu'aucun citoyen ne comprenait, même pas le ministre du Budget, tellement c'était compliqué!" En tant que parlementaires, nous en faisons tous l'expérience une fois ou l'autre. Si un projet est difficile à comprendre pour les parlementaires, on peut imaginer à quel point cela peut être hermétique pour les citoyennes et les citoyens.

La remarque de Monsieur Mores et l'exemple de Monsieur Poncelet suscitent-ils des remarques

de la part des sénatrices et des sénateurs présents?

Christian Poncelet (France): L'action politique est une action très difficile. D'abord, il faut parfaitement appréhender ce que veut le citoyen. Parfois, on observe qu'il veut une chose le matin et le soir son contraire. Par conséquent, il faut concilier ces contradictions. Bien souvent, la question posée paraît raisonnable et il semble qu'on peut y répondre. Mais "le plus grand dérèglement de l'esprit, c'est de croire les choses parce qu'on veut qu'elles soient, et non parce qu'on a vu qu'elles sont en effet"! Il peut y avoir des éléments qui échappent à notre appréciation et qui vont intervenir pour contrarier l'action que nous voulons engager. C'est la raison pour laquelle il faut toujours chercher à atteindre concrètement l'objectif qu'on s'est fixé.

Au même âge que ma jeune interpellatrice, j'étais enthousiasmé par la construction européenne. J'étais dans l'ambiance de mes aînés: Alcide de Gasperi, Konrad Adenauer, Robert Schuman, Paul Henri Spaak, Alois Mock. C'était une construction formidable après les épreuves. Aujourd'hui, quand je regarde autour de moi et que j'écoute la jeunesse, je me demande ce qu'elle veut. Comment perçoit-elle l'Europe, avec ses difficultés, ses épreuves? Les peuples ne sont-ils pas comme les individus: ils ne se connaissent bien que quand ils ont souffert – la souffrance étant en quelque sorte notre maître à tous? La jeunesse, fort heureusement d'ailleurs, grâce à l'action que nous avons conduite – les aînés aussi –, n'a pas connu l'épreuve, et je souhaite qu'elle n'en connaisse point. Mais aujourd'hui, après les échecs du traité établissant une Constitution pour l'Europe, comment voit-elle la construction européenne? Des pays attendent d'entrer dans l'Europe. Certains ont espéré y entrer, ils y sont maintenant. D'autres espèrent encore. Et pourtant, en France, que n'a-t-on pas dit sur eux! Entre parenthèses, nous avons été trompés: l'information n'a pas été bien faite, ç'a été plutôt de la désinformation. C'est compliqué!

Donc je voudrais bien savoir ce qui pourrait enthousiasmer la jeunesse d'aujourd'hui.

Alain Berset: Voilà encore une interpellation très directe adressée aux jeunes.

Peter Harry Carstensen (Deutschland): Man hat mir erzählt, dass die Schweizer Uhrmacher die besten in Europa seien. Das mag daran liegen, dass sie eine gute Schulausbildung gehabt haben, dass sie anschliessend in eine gute Lehre gegangen sind und sehr viel Praxis gehabt haben. Wir reden über einen ganz schwierigen Komplex, der jedes Jahr schwieriger wird – über Europapolitik, über die eigene nationale Politik – und erwarten, dass man uns, die wir Profis sind, folgen kann. Ich bin 1983 in den Bundestag gekommen. Seither bin ich Abgeordneter, und seit einem Jahr bin ich Ministerpräsident des deutschen Bundeslandes Schleswig-Holstein. Ich habe jahrelang Agrarpolitik gemacht und zuerst als Vorsitzender und nachher als Sprecher des Ausschusses der CDU/CSU-Fraktion im deutschen Bundestag gearbeitet. Als wir eine neue Agrarpolitik zu definieren hatten, musste ich von einem Ausschuss zum andern – zum Auswärtigen Ausschuss, zum Ausschuss für die Angelegenheiten der Europäischen Union, zum Ausschuss für Wirtschaft und Arbeit –, um die Agrarpolitik zu erklären. Erklären Sie einmal "cross compliance", erklären Sie einmal "Modulation", erklären Sie nur schon einmal die Worte, die wir benutzen. Wenn wir irgendwo in eine Schulklasse gehen, dort reden wie Fachleute und erwarten, dass die Schüler anschliessend begeistert sind und sagen, jawohl, das sei ein Beruf, das sei etwas, dem sie folgen könnten und wofür sie Begeisterung aufbrächten, da möchten sie jetzt auch einsteigen, dann ist das, wie wenn wir jemandem, der noch in der Schule sitzt, ein extrem kompliziertes Schweizer Uhrwerk hinlegen und sagen: "Erkläre mir das bitte einmal." Und: "Das sollst du morgen Nacht machen."

Wenn wir wieder Begeisterung für Politik haben wollen, dann müssen wir Themen haben, die interessieren. Es müssen nicht immer jugendpo-

litische Themen sein, aber es müssen Themen sein, die interessieren und die, wie man auf Deutsch so schön sagt "be-griffen" werden können. Es müssen Themen sein, die man mit der Hand anfassen und mit dem Kopf begreifen kann. Das heisst, dass wir uns einer anderen Ausdrucksweise befleißigen und dass wir für Politik begeistern müssen. Mir fällt es manchmal auch schwer zu sagen, was die Politik der letzten Jahre eigentlich erreicht hat. Mein Vater war Jahrgang 1896. Mein ältester Bruder war Jahrgang 1920. Ich habe ihn nie gesehen, weil er 1944 im Krieg gefallen ist. Ich gehöre zur ersten Generation in Deutschland, die 59 Jahre alt werden konnte – man sieht sie mir nicht an –, ohne einen Krieg erleben zu müssen. Das sind Leistungen, die die Politik erbracht hat, das sind Leistungen, die man auch begreifen kann. Wenn wir junge Leute für Politik begeistern wollen, dann müssen wir auch dafür sorgen – das ist jetzt meine Aufgabe als Landespolitiker –, dass das Erlernen von Politik ein Teil des Schulunterrichtes, ein Teil der schulischen Begeisterung, ein Teil des schulischen Lernens wird.

Ich wohne in einem sehr ländlichen Raum, auf einer Insel in der Nordsee. Wenn ich dort mit den Menschen spreche – ich meine nicht meine Parteifreunde auf dem Parteitag, sondern die Menschen auf dem Wochenmarkt –, dann kann ich mit denen nicht über den Stabilitätsfonds sprechen, den man uns überstülpt und bei dem man uns sagt, wir müssten da sparen und dort sparen, wir müssten dieses erklären und jenes machen. Die Menschen auf dem Wochenmarkt wollen vielmehr wissen, warum die EU verlangt, dass bei ihnen ein Vogelschutzgebiet gemacht wird. Sie sagen: "Erkläre es mir so, dass ich es auch begreifen und verstehen kann." Es sind also Probleme vor Ort, über die man in die Politik kommt. Deswegen finde ich es richtig, dass Probleme aufgegriffen werden, dass Politik erlernt wird, dass wir andere Erklärungsmöglichkeiten erarbeiten, dass wir die Dinge einfacher erklären und nicht immer so reden, wie wir es uns angewöhnt haben.

Yvonne Timmerman-Buck (Netherlands): In the Netherlands, we have problems with inspiring youths and making them willing to participate in political activities. A few days ago, I met former Prime Minister Ruud Lubbers. A few months, maybe half a year ago, an organisation which organizes pop concerts invited him to deliver a speech. Everyone thought his speech would be dramatic. It was amazing: He did not talk about institutions, he did not talk about laws, he did not talk about legislation. He talked about his personal life, about his work in politics and, above all, about his ideals. We all know that it is very difficult to fill the youth with enthusiasm about institutions, about legislation work and so on. But I do not think it is difficult to fill it with enthusiasm about ideals. That is the first step we all have to make.

A few weeks ago I spoke to Mr Kohl; he is "Mr Europe", as we all know. He experienced the same thing in Germany, where hundreds of young people meet. As Ruud Lubbers, Mr Kohl does not talk about legislation, history or the future when he is invited to such meetings. He talks about his personal life, his work in politics and, above all, his ideals. He is being invited again and again to that kind of meeting, and so is Ruud Lubbers.

Do you recognize that it is not difficult to fill the youth with enthusiasm about ideals? Do you experience the same in your country? Would it not be a great idea to involve well known elder statesmen and invite them to talk at youth meetings about their ideals?

Carine Fleury: (à M. Poncelet) Monsieur Peter Harry Carstensen a très bien répondu à votre question. Que veut la jeunesse? En fait, elle veut participer, avoir son mot à dire. On peut participer de différentes façons, en exerçant son devoir de citoyen, en s'engageant dans divers domaines sur des sujets plus concrets, en s'affiliant à un parti politique, en descendant dans la rue. Il y a maintes façons de participer.

Pour revenir à ce qu'a dit Monsieur Carstensen, on pourrait intégrer davantage la politique dans

le cursus scolaire afin que les jeunes connaissent mieux les institutions politiques. Mais c'est insuffisant parce que cela reste très théorique, peu intéressant et pas très "sexy", comme le disent familièrement les Suisses alémaniques. Pour convaincre les jeunes, il faut leur donner la possibilité de s'exprimer, de s'entraîner au discours argumenté, de convaincre leurs pairs, etc.

(à Mme Timmerman-Buck) L'initiative dont vous avez parlé est très bonne. En Suisse, des parlementaires prennent part à des activités présentées par des jeunes. Je n'en ai cependant point vu dans des concerts pop, mais ce serait une bonne idée. Dans votre pays, vous avez un projet très intéressant: des jeunes sont invités pendant deux jours à une session parlementaire et ensuite ils élisent le politicien qui a parlé le plus clairement. C'est une façon très originale d'impliquer les jeunes.

Vous devriez plus vous pencher sur ce genre de pratiques pour intéresser davantage les gens. Je suis désolée d'être aussi pressante, mais nous sommes en droit d'exiger cela de nos élus.

Philip Gasser: (à M. Poncelet) Vous nous avez demandé ce qui nous enthousiasmait, nous, les jeunes. Je ne peux pas parler pour toute la jeunesse, mais pour ma part je suis entré en politique et je me suis engagé pour la société parce que ma motivation résidait dans mon appartenance à une société, à une communauté, que celle-ci soit locale, régionale, nationale, européenne. J'ai compris que je pouvais influencer sur le cours des choses et changer les règles à mon intérêt. (Remarque intermédiaire de Christian Poncelet: "A mon intérêt?") "A mon intérêt", c'est-à-dire m'engager en faveur de ce que je pense juste d'après mes préférences. Afin que la plupart des jeunes aient conscience qu'ils font partie d'une communauté et qu'ils puissent contribuer à la faire fonctionner, il est nécessaire que toutes les tâches soient réparties dans la plus grande proximité possible des citoyens. Ils devraient en plus disposer des instruments pour s'impliquer directement, soit par exemple, au niveau européen, de l'initiative populaire euro-

péenne. C'est un très bon exemple qui démontre comment des citoyens pourraient directement inscrire une proposition dans l'agenda politique.

Alain Berset: Un dialogue intéressant s'est engagé entre intérêt privé – mais il faudrait définir ce que l'on entend par là – et public. Cela pose aussi la question de savoir finalement ce que sont les parlementaires et les parlements vis-à-vis des citoyennes et des citoyens. Parlementaires et parlements sont-ils les traducteurs de ce que les citoyennes et les citoyens veulent voir inscrire dans la législation? Les parlementaires ne sont-ils que les filtres qui permettent aux citoyennes et aux citoyens de légiférer? Les parlementaires sont-ils au contraire parfois opposés à la population? Monsieur Poncelet nous a rappelé que le rôle des parlementaires est parfois de savoir être impopulaires. C'est le cœur de la question: il y a les attentes des citoyennes et des citoyens et puis le rôle des parlements et des parlementaires. Voilà une question absolument centrale pour nous toutes et tous.

Christian Poncelet: Je vais prendre un exemple très précis que nous avons tous connu. Lorsque, sous la présidence de Monsieur Georges Pompidou, président de la République, Monsieur Pierre Messmer, premier ministre, dont j'étais l'un des ministres, a décidé que, pour l'intérêt de la France, il était urgent de réaliser un programme de construction de quatorze centrales nucléaires pour la fourniture d'énergie d'origine nucléaire, on a assisté à des manifestations terribles. J'ai vu des Verts, pour les appeler par leur nom, qui étaient sincères, se coucher sur les chantiers, barrer les routes, etc. Mais l'intérêt général commandait d'avoir du courage civique – courage qui manque souvent et qui ne consiste pas à prendre en compte les intérêts particuliers des uns et des autres. Monsieur Pierre Messmer a dit: "Je tiens!" Et on a construit ces centrales. Aujourd'hui, on constate que 75 à 80 pour cent de l'énergie électrique nécessaire à notre pays est d'origine nucléaire. Si nous avions suivi à l'époque ceux qui manifestaient, le pays ne dis-

poserait pas de cette source d'énergie. Une pétition, une procession, une délégation ne résout pas un problème, elle interpelle, mais elle n'interpelle pas forcément au nom de l'intérêt général. A notre niveau de responsabilités, nous disposons d'éléments qui nous permettraient d'affronter cette opposition.

Le hasard a voulu que – la démocratie, c'est cela, et c'est heureux – on change de président de la République et de ministres. C'est Monsieur François Mitterrand qui est devenu président de la République; c'est Madame Huguette Bouchardeau, qui s'était couchée sur le chantier de la centrale nucléaire de Fessenheim, qui est devenue ministre de l'Environnement. Ironie du sort, Monsieur Mitterrand lui a confié le soin de réviser le programme de construction des centrales. Résultat: aucune suppression parce que la ministre était en présence de l'évidence.

Au niveau d'un conseil municipal, d'un conseil général, d'une association, on est appelé à un moment donné à prendre une décision qui n'est pas conforme aux souhaits exprimés. Je l'ai dit: en tant que président d'un conseil général, je n'ai aucune difficulté pour dépenser l'argent, l'imagination est fertile. J'ai plus de difficulté par contre pour trouver les moyens financiers, parce que c'est impopulaire. C'est ce courage civique qu'il faut aux uns et aux autres pour affronter tout cela.

Aujourd'hui, à l'échelon de l'Union européenne, on doit prendre des décisions très importantes. Après l'échec du traité établissant une Constitution pour l'Europe, on s'interroge: d'autres pays attendent d'entrer dans l'Union européenne, faut-il les intégrer? Comment répondre à cette question? Ils sont impatients comme l'étaient ceux qui en font partie aujourd'hui. Si on interroge la population par référendum, elle dira non. Est-ce dans l'intérêt de l'Union européenne d'agir ainsi? Il est pourtant nécessaire de faire vite parce que les pays des autres continents, en particulier ceux de l'Asie – il reste à savoir qui va dominer l'ensemble asiatique –, s'interrogent. Le continent américain s'interroge – qui va dominer cet ensemble? Il est grand temps d'organiser le

continent européen. Il va falloir beaucoup de courage pour cela.

Je voudrais dire à la jeunesse que la formule "il n'y a qu'à ceci ou cela" n'a pas de valeur. Je me trouvais un jour dans un meeting en compagnie de Monsieur Edgard Faure, président du conseil. Interpellé durement par un électeur qui lui reproche d'être une girouette, il a répondu: "Je ne prends pas cela pour un reproche, Monsieur. Regardez bien les choses: la girouette ne bouge pas, c'est le vent qui change." L'électrice et l'électeur changent aussi.

Marek Ziolkowski (Poland): I would like to add to this discussion another aspect from the point of view of Eastern Europe. In doing so, I speak rather as a Sociologist than as Vice President of the Polish Senate. All post-communist countries in Eastern Europe have undergone a democratic transition, but they all started with a very low economic standard. Another question is therefore: What are the general values of these societies? My main thesis would be that for them life orientation is currently dominated by economic concerns. This holds especially true for youths, as for this category of people unemployment rates are very high. This means that these concerns have become more and more important. There is a very fashionable theory by Ronald Inglehart and others about a shift from materialistic to post-materialistic values. But in Eastern Europe, the dominating current goes against the tide, so to speak. This pragmatic shift to materialistic values seems to result from a combination of two factors. There are two fractions in the population: One fraction is in favour of the introduction of a free market economy and wishes to have economic success and to catch up with those who are really privileged. For the other fraction, there are very painful economic consequences of the transformation. We have got plenty of economic problems and growing differences in society. In Eastern Europe, particularly in Poland, we have a very strange combination of activities. Especially in the younger fraction of the population, there is hyperactivity in the day-

to-day-adaptation. They really try to cope with economic problems, sometimes to meet the needs, sometimes just to achieve economic success, because there are two different levels. On the other hand, there is a sort of great passivity in the public sphere because for all those people the public sphere is a second-rate interest. In fact, only a small fraction of the population has taken part in collective manifestations and in protests. From this point of view one could say okay. The French would say "revendications": dominate, empower. But this is not a case. In Poland, social peace reigns. There were not even protests against the war in Iraq. The majority of the population was against this war, but nobody wanted to protest in the streets. I cannot imagine a protest in Poland like the one against the "contrat de première embauche" in France. Such a thing is unthinkable in Poland. People are too much concentrated on the tangible economic problems of everyday life, and public activities take place only on the second level.

To end with a more positive conclusion: There are times of normal politics, but in the last year, we have witnessed a fine example of civil society activities: the Orange Revolution in the Ukraine and the spontaneous movement of support for it in the Polish society. Some of my students said: You and your generation experienced solidarity in a beautiful way, you fought against something and you fought for something; we do not experience that, because we have to cope with the material concerns of everyday life. But now we have got something to fight against; this will be our generation's experience. I would say that this is perhaps a sort of transition to another democracy. Sooner or later, these post-materialistic civil society's concerns will grow up. Maybe it will take a long time, but from the perspective of the young generation I see it as a sort of evident fact. However, for the time being Eastern Europe wants to catch up. So the economy and economic standards come first, politics afterwards. Maybe both sides could respond to this observation. I would like to ask some of my Eastern Eu-

ropean colleagues whether their reading of the situation is similar to mine.

Alain Berset: Vous avez interpellé à la fois les jeunes et vos collègues. Je relève un point dans votre interpellation: la respiration sociale. On sent qu'il y a des périodes où la société est plus homogène; à d'autres moments, on a l'impression que l'atomisation peut l'emporter. Quelles conséquences cela a-t-il sur le travail des parlements et sur la relation entre les parlements et les citoyennes et les citoyens?

Carine Fleury: (à M. Ziolkowsky) Je comprends tout à fait la position des jeunes Polonais ou celle d'autres jeunes des pays d'Europe centrale. Pourtant, j'en ai rencontré qui étaient très actifs, entre autres dans les National Youth Councils qui existent depuis plusieurs années. Ils ont sans doute beaucoup de choses à nous apprendre. En effet, comme ils sont nouveaux, on peut supposer qu'ils sont plus participatifs et plus démocratiques d'une façon ou d'une autre, au niveau des associations de jeunesse.

En Suisse, comme dans des pays de la "vieille Europe", on vit la situation inverse: sur le plan économique, la situation devient toujours plus tendue. Notre situation était bonne, elle devient tendue et, donc, difficile. Il est possible que la passivité s'installe et, comme on le voit maintenant, que les jeunes se désintéressent de la politique. Le facteur économique est assurément important. Je suis curieuse de voir comment nous, la génération suivante, et vous allons répondre aux questions du chômage des jeunes, de l'accès à l'instruction, c'est-à-dire à l'apprentissage, au monde du travail. Elles sont importantes et la conséquence en est une paupérisation grandissante de la jeunesse.

Sissy Roth-Halvax: (zu Carine Fleury) Sie haben gesagt, Sie sehen hier so wenig Jugendliche. Ich frage Sie: Wie viele Frauen sehen Sie? Ich bitte Sie also, nicht nur darum zu kämpfen, dass es in der Politik mehr Jugendliche gibt, sondern auch darum, dass es in der Politik mehr

Frauen gibt. Sie haben einen doppelten Kampf zu führen.

Ich habe das Bedürfnis, meinem Kollegen aus Luxemburg zu widersprechen. Sie haben darauf hingewiesen, wie viele Gesetze in welcher Qualität verabschiedet werden. Das ist nicht das Thema, das die Jugend berührt. Ich will jetzt nicht die Frage stellen, wie viele meiner Kollegen alle Gesetze kennen, über die sie abstimmen. Das ist es nicht, was die Jugend bewegt. Sie misst uns daran, was wir tun, was wir umsetzen. Wir müssen mutiger sein und auch sagen, wofür wir stehen. In meinen Augen sind die Werte und die Unterscheidung zwischen den Ideologien etwas abhanden gekommen. Man nimmt uns Politiker oft als eine Einheitsmasse wahr. Auch wenn wir unpopuläre Entscheidungen zu treffen haben, müssen wir argumentieren können, wieso wir so und so entscheiden.

Sie haben das Stichwort Probleme zwischen den Generationen angesprochen. Wir hatten ein solches Problem – es hat sich wieder beruhigt –, als es um die Neuordnung der Pensionen ging. Es wäre sozial unverantwortlich gewesen, unser Pensionensystem in der gleichen Art und Weise weiterlaufen zu lassen. Komischerweise hat die Jugend nicht gesagt: Passt auf, dass da auch für uns etwas übrig bleibt. Sondern sie hat gesagt: Ihre kriegt eure Pension, und für uns bleibt nichts mehr übrig. Da muss man argumentieren und sagen, dass es soziale Verantwortung ist, wenn wir uns auch im sozialen Bereich darum kümmern, momentan nicht angenehme, aber verantwortungsvolle Massnahmen zu treffen.

Die Politik verändert sich, die Gesellschaft verändert sich. Wir haben heute einen Schwerpunkt beim Problem zu setzen, dass unsere Gesellschaft immer älter wird. Wir müssen uns den Kopf darüber zerbrechen, wie wir mit der immer älter werdenden Gesellschaft umgehen. Dadurch, dass sich die Familienverbände auflösen, ist auch die Bereitschaft nicht mehr da, ältere Menschen im Familienkreis zu pflegen. Das ist eine grosse Aufgabe, die wir zu lösen haben. Es betrifft die alten Menschen, es betrifft aber auch die jungen, weil sich die Familien auflösen. Es

gibt sehr viele Kinder, die wegen Scheidungen Probleme haben. Auch das ist ein grosses Problem, dessen wir uns annehmen müssen. Man sieht es heute schon in den Kindergärten mit den sogenannten verhaltensauffälligen Kindern. Das ist ein Bereich, dem wir uns widmen müssen. Da bedarf es sehr viel Mutes, da bedarf es des Zusammenstehens.

Die Persönlichkeiten fehlen mir heute ein bisschen. Es fehlen mir Leute, die sich mutig hinstellen, Politiker, die sagen, wofür sie stehen. Wenn wir mutiger wären, auch wenn es darum geht, unpopuläre Dinge zu rechtfertigen, dann hätten wir auch von der Jugend mehr Unterstützung. Dann würden die Jugendlichen sagen: Der oder die traut sich was. Da schliesse ich mich ein. Das ist es wert, dass man dafür kämpft.

Alain Berset: Les deux jeunes ont maintenant la parole pour une réflexion finale.

Philip Gasser: (zu Frau Roth-Halvax) Ich bedanke mich für diesen sehr wertvollen Input; ich bin mit Ihnen einverstanden. Ich möchte vor allem Ihren Input bezüglich der fehlenden Unterscheidung der Ideologien noch ein bisschen verfeinern, verbunden mit einem Wunsch an die Parteienlandschaft in Europa:

Ich habe heute in der Diskussion auch schon gehört, wie wichtig es sei, dass man Zivilcourage zeigen könne, dass man sich engagieren könne. Häufig ist es aber wichtig zu wissen, wofür genau und warum man sich engagiert. In Bezug auf die Unterscheidung der Ideologien stelle ich fest, dass auf nationaler Ebene – in der nationalen, in der regionalen und sogar in der kommunalen Politik – sehr enge Grenzen bestehen. Diese engen Grenzen – seien es finanzielle Grenzen, seien es durch Vorgaben aus dem europäischen Recht bestehende Grenzen – sind es wahrscheinlich auch, die erstens dazu führen, dass gewisse Verbindlichkeiten innerhalb der Politik fehlen, die zweitens eine Flexibilität oder eine klare Unterscheidung der Ideologien schwieriger machen und die drittens für den Bürger das Verständnis nicht einfacher machen.

Das Problem besteht darin, dass in der Wahrnehmung der Bürger auf der europäischen Ebene nach wie vor die nationale Sicht und nicht die parteipolitische Sicht vorherrscht. Es wäre in meinen Augen ein Auftrag an die europäische Parteienlandschaft – ein sehr mutiger und idealistischer Auftrag –, sich im Europaparlament nicht nur zu politischen Fraktionen zusammenzuschliessen, sondern die politische Agenda auch wirklich nach Ideologien, nach parteipolitischen Vorgaben zu gestalten. Ich hoffe sehr, dass dies mittelfristig gelingt, denn so haben die Bürger und Bürgerinnen wieder eine Chance zu sehen, wofür sie einstehen, wenn sie sich für eine Ideologie, für eine Partei engagieren.

Carine Fleury: En tant que sénateurs européens, vous devez avoir une vision à long terme et cela exige du courage de votre part. Par contre, rien ne vous empêche de prendre le pouls de la société civile, de vous rapprocher de celle-ci à chaque occasion. N'oubliez surtout pas que la citoyenneté ne se limite pas au monde politique et que vous pouvez trouver des appuis dans de nombreux domaines afin de délivrer votre message politique.

Alain Berset: Carine Fleury a mentionné le fait qu'il existait un prix pour le politicien qui parle le plus clairement.

La discussion qui vient de se tenir a été particulièrement claire, très intéressante et très enrichissante.

Je vous remercie, Mesdames les sénatrices, Messieurs les sénateurs, de votre participation à ce débat.

Je remercie également les deux jeunes, Madame Carine Fleury et Monsieur, Philip Gasser, de leur engagement et de leur contribution devant cette assemblée.

Je mets un terme à cette Table ronde en vous remerciant d'y avoir participé activement.

■

